

Résilience pour la Paix (R4P)

Série d'étude : Comprendre les régions frontalières nord de la Côte d'Ivoire

ANALYSE SYSTEMIQUE DES DYNAMIQUES DE VULNERABILITE ET DE RESILIENCE EN LIEN AVEC L'EXTREMISME VIOLENT

Février 2022

Réalisé par :
Indigo Côte d'Ivoire
Equal Access International



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Ce résumé d'étude est rendu possible grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu est la responsabilité d'Equal Access International et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Entre les versions anglaise et française de ce document, l'anglais est la version qui fait foi.





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Table des matières

Sigles et abréviations.....	iii
Introduction.....	I
Méthodologie	I
Les dynamiques spécifiques.....	I
Région du Bounkani (confère Annexe 1).....	I
Région du Tchologo (confère Annexe 2)	3
Région de la Bagoué (confère Annexe 3)	5
Région du Folon (Confère Annexe 4)	8
Les dynamiques transversales	10
Conclusion	11
Annexes	13





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

Sigles et abréviations

CNJCI	Conseil national des jeunes de Côte d'Ivoire (National Youth Council of Côte d'Ivoire)
PAR	participatory action research
SDF	security and defense force
VE	violent extremism



Introduction

Dans le cadre de son appui à la mise en œuvre du projet Résilience pour la Paix (R4P), l'équipe d'Indigo Côte d'Ivoire a réalisé au cours de l'année 1, d'août à décembre 2021, des processus de recherche continue sur les dynamiques de vulnérabilités et de résilience. Ces processus de recherche se sont déroulés dans les différentes localités d'intervention du projet que sont Bouna, Doropo et Téhini dans les régions du Bounkani ; Kong et Sikolo dans la région du Tchologo ; Tengréla, dans la région de la Bagoué et Kimbirila-Nord, Tienko et Gouéya dans la région du Folon. Les données collectées ont fait l'objet de rapports d'analyse par zone.

Le présent rapport d'analyse systémique vise à dégager les facteurs déterminants ainsi que les facteurs explicatifs, à montrer la complexité des dynamiques à l'œuvre, comment elles se nourrissent mutuellement les unes des autres et montrer les spécificités et les similarités en fonction des différentes zones.

Méthodologie

L'approche utilisée dans le cadre de cette recherche est la RAP. Comme approche d'intervention, la Recherche Action Participative (RAP) part de l'idée que le diagnostic des dynamiques contextuelles doit être fait par les communautés elles-mêmes, à travers un processus inclusif et participatif. Cela dans la mesure où les solutions aux défis auxquels sont confrontées les sociétés doivent être élaborées, décidées et détenues par elles-mêmes, afin de pouvoir être efficaces et durables. Indigo CÔTE D'IVOIRE a contribué à créer un début de culture de dialogue et d'analyse conjointe des dynamiques de vulnérabilités et de résilience ainsi que des défis et solutions au développement et à la cohésion sociale.

Cette approche est également basée sur l'hypothèse qu'un tel processus permet de valoriser les savoirs et savoir-faire locaux, de générer une prise de conscience collective, un sentiment de responsabilité partagée et d'instaurer le dialogue comme instrument de consolidation d'une vie sociale apaisée. La réussite d'un tel processus repose sur le niveau de confiance entre les chercheurs et les communautés, d'une part, et entre les membres de la communauté eux-mêmes, d'autre part autour de sujets aussi sensibles et nouveaux tel que celui portant sur l'extrémisme violent.

Ainsi dans le cadre de cette recherche, l'observation, les focus groups et les entretiens individuels formels et informels ont constitué les principaux outils de collecte de données. Ceux-ci ont permis d'engager les communautés autochtones et non autochtones notamment les Peulhs, les jeunes, les femmes, les leaders communautaires et religieux, les autorités administratives et élus locaux dans l'analyse constructive des dynamiques à l'œuvre dans leurs localités, en lien avec la violence extrémiste.

L'analyse ci-dessous est structurée en deux parties. La première partie présente les dynamiques spécifiques à chaque région. La seconde partie, expose les dynamiques transversales.

Les dynamiques spécifiques

Région du Bounkani (confère Annexe 1)

La région du Bounkani est située à l'extrême Nord-Est de la Côte d'Ivoire. Depuis le second semestre de l'année 2020, les enlèvements contre rançons, la pose d'engin explosif artisanal, les attaques contre les positions des forces de défense et de sécurité par des groupes armés, sont



devenus pratiques courantes dans cette zone. Elle est contiguë au parc national de la Comoé qui constitue l'un des enjeux stratégiques de la zone. L'analyse du contexte socio-sécuritaire indique qu'au-delà des dynamiques structurelles liées à sa proximité géographique avec le Burkina Faso et le Ghana où la présence de groupes djihadistes est avérée, la région du Bounkani est traversée par des dynamiques socio-sécuritaires importantes qui rendent le contexte suffisamment vulnérable à la menace sécuritaire.

I. Crispation des rapports de cohabitation communautaire et ressentiment autour de la figure Peulh

Culturellement reconnue comme un terroir Koulango, la région du Bounkani connaît l'émergence d'une élite Lobi qui rentre en confrontation avec le leadership Koulango. Plus cette confrontation s'intensifie, elle donne lieu à des actes de défiance intercommunautaire. Celle-ci se traduit par le déni du statut de propriétaire terrien aux Koulango et une autonomisation des campements Lobi. En effet, à la faveur du processus de délimitation des territoires de villages, des campements Lobi ayant acquis le statut de village estiment ne plus être redevables aux villages hôte Koulango. Ce nouveau statut renforce en effet leurs droits de jouissance sur les terres qu'ils occupent et leur octroie le droit de disposer d'institutions en charge de la gouvernance foncière et administrative que sont le chef de terre et le chef de village : « Il y a un autre problème qui est en train de venir et auquel il faut faire attention. Il y a des leaders Lobi qui se promènent de village en village pour dirent à leurs parents qu'ils n'ont plus de compte à rendre aux Koulangos. Ils [Les Lobis] sont tout aussi propriétaires terriens

qu'eux [les Koulangos]. Donc ils peuvent s'installer et installer eux-mêmes des gens sans l'accord des Koulango ». ¹ Toutefois, plus cette défiance obtient l'adhésion des membres de la communauté Lobi, plus elle donne lieu à des formes d'instrumentalisation politique forte principalement des jeunes. L'exacerbation de cette instrumentalisation politique de ces tensions entre communautés autochtones et des anciens conflits entre communautés autochtones et allogènes, fragilise le tissu social dans la mesure où elle contribue à créer et à développer des ressentiments vis-à-vis de certaines communautés notamment Peulh. Plus ces ressentiments sont forts, plus ils conduisent à la stigmatisation de la communauté Peulh. Plus elle se sent stigmatisée, plus elle opère un repli identitaire. Plus le repli identitaire est fort, plus la communauté Peulh revendique le statut d'autochtone et une plus grande participation à la vie économique : « Beaucoup parmi nous sont nés ici, ils ont grandi ici, ils ont fait l'école ici, ils se sont mariés ici ; ils ont tout fait ici. Ils ne connaissent nulle part d'autre qu'ici. Beaucoup ont même la nationalité ivoirienne. Mais on continue de nous appeler flatchê (homme Peulh) ; de nous considérer comme des gens qui viennent d'ailleurs. C'est stigmatisant. C'est révoltant. ». La lutte pour le contrôle du parc à bœuf de Bouna entre communauté autochtones et Peulh en est l'illustration parfaite : « Il y a un groupe de Peulh qui revendique la gestion du parc à bœuf de Bouna ; qui veut arracher la gestion de ce coin là à la mairie ».

2. Sentiment d'insécurité, réponses institutionnelles et réponses communautaires

Plus s'intensifient la confrontation du leadership Koulango ainsi que les

¹ Entretien individuel avec leader de jeunesse, août 2021



ressentiments vis-à-vis de la communauté Peulh, plus les rumeurs s'intensifient pour les nourrir. Cette circulation massive de rumeurs est elle-même nourrie de la multiplication des enlèvements avec rançons enregistrés dans la région, de la multiplication des attaques contre les positions des Forces de Défense et de Sécurité et de la supposée implication de Peulh dans ces enlèvements et attaques. L'intensification des rumeurs ainsi que des activités criminelles dans cette partie du pays, ont, à la fois, généré une conscience partagée de la menace et créé un sentiment d'insécurité partagé : « Ailleurs peut être que les gens n'y croient pas. Mais dans le Bounkani, chaque jour il y a pleins de choses qui se disent. C'est vrai, c'est faux, nous ne sait pas. Mais on voit aussi tout ce qui se passe : les attaques, les braquages, les mines qui explosent, nos enfants qui sont fait otages. On ne peut pas voir tout ça et puis croire que ça n'existe pas. En tout cas, ici à Téhini là il n'y a pas une seule personne qui va dire qu'il ne croit pas à affaire de terrorisme. » En réaction à cette conscience partagée de la menace et au sentiment d'insécurité que cela induit, la réponse institutionnelle pour y faire face est militarisée. Elle est caractérisée par un déploiement important des FDS. Toutefois, ce déploiement massif des génère des effets pervers tels que l'augmentation des barrages et points de contrôles et par ricochet, les rackets et arrestations arbitraires, d'une part.

D'autre part, plus ils sont massivement déployés et cantonnés dans l'espace urbain du fait des attaques régulières contre leurs positions, plus cela grossi la pression sur les communautés et génère un sentiment d'envahissement : « Maintenant là, les corps habillés-là ne vont plus loin pour faire leurs barrages. C'est carrément dans le village même qu'ils se mettent pour racheter les gens. (...) Si quelqu'un vous dit qu'il y a plus de corps habillés dans la ville, il n'a pas tort.

Ils ont envahi le coin, ils ne travaillent pas avec nous. Mais c'est nous qui devons subir ça » . Cette situation crée une crise de confiance entre FDS et communautés et fragilise la collaboration entre ces deux groupes d'acteurs. Dans un contexte sécuritaire pareille, moins les communautés font confiance aux FDS et se sentent en capacité de collaborer avec elles, plus se développent des initiatives autoportées par les communautés pour gérer (vérifier, confirmer ou informer) les rumeurs et atténuer ce sentiment d'insécurité.

Région du Tchologo (confère Annexe 2)

La région du Tchologo, située au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, constitue avec la région du Bounkani, les deux zones du projet contigües au parc national de la Comoé. Cette région est la première dans laquelle ont été perpétrées les deux premières attaques attribuées à des groupes djihadistes dans le Nord ivoirien. La première, qui a eu lieu à Kafolo dans la nuit du 10 au 11 juin 2020, a officiellement fait 14 morts du côté des Forces de Défense et de Sécurité ivoirienne. La seconde a eu lieu le 29 mars 2021 au cours de laquelle deux positions de l'armée avaient été attaquées, à Kafolo et à Kolobougou. Le bilan officiel de cette attaque fait état de six morts dont trois soldats de l'armée ivoirienne et trois « terroristes ». Les investigations menées par les FDS ont montré une implication importante de Peulh dans ces attaques.

Séparée du Burkina Faso par le fleuve Comoé, cette zone enregistre, du fait de sa proximité avec le parc national de la Comoé d'important flux de personnes et sert de zone de refuge ou de développement d'activités criminelles à des groupes armés. Les dynamiques autour du parc, en lien avec la problématique Peulh constitue de fait, les principaux facteurs de vulnérabilité mis en évidence par les acteurs.

I. Dynamiques autour du Parc et de la figure Peul

La région du Tchologo fait partie des principales régions qui bordent le parc national de la Comoé. Plusieurs zones de plantation des communautés riveraines y sont contiguës. L'absence de l'Etat durant la décennie de crise sociopolitique a conduit à une intensification de la colonisation de cette réserve aussi bien par ces communautés que par celles venues des pays voisins en l'occurrence du Burkina et le Mali. Mais aussi et surtout par les milices et groupes armés dans la perspective d'une implantation durable dans le cadre de leurs activités criminelles : « Au Burkina il n'a pas de terres aussi fertiles qu'ici. Donc ça attiré tout le monde. En Côte d'Ivoire, la crise sociopolitique de 2002 n'a épargné aucun espace protégé dans toutes ces zones qui était sous le contrôle de la rébellion. Les richesses dans ces forêts ont servi de refuge et à alimenter financièrement toutes ces milices venues des pays voisins notamment le Burkina ». La politique de reprise en main initiée par l'Etat au lendemain de la crise postélectorale de 2010, a conduit à la systématisation du déguerpissement de tous les occupants, agricoles et éleveurs, mais également de ceux installés à la périphérie du parc du fait de l'insécurité grandissante induite par cette infiltration massive. Pour continuer de tirer profit de leurs activités dans cet espace sur lequel l'Etat travaille à établir et renforcer son contrôle, des formes de négociations informelles entre les occupants illégaux déguerpis ont été développées induisant une insécurité ambiante qui est perçue aussi bien par les communautés riveraines que par les autorités administratives et acteurs techniques comme relevant d'une stratégie de maintien ou de conquête d'un espace économique.

En outre, ce déguerpissement du parc a accru la pression sur les terres relevant du

domaine rural et exacerbé les tensions de cohabitation entre éleveurs agriculteurs. Plus cette pression foncière s'intensifiait, plus les conditions de séjour et d'exercice de l'activité pastorale pour les Peulhs se durcissaient : « Avant tu pouvais prendre tes bœufs pour rentrer dans le parc et puis ils vont manger. Mais ça changé. On ne peut plus faire ça. Il faut un coupon qui donne accès au parc dans un délai qui varie entre deux semaines et 45 jours ». A mesure que ces conditions se durcissaient, se renforçait le contrôle social sur la communauté Peulh, s'installait le ressentiment Peulh chez les aînés sociaux et autorités administratives et se développait une banalisation de la rhétorique Peulh : « Un jour, nous-même on va demander à nos jeunes de les chasser d'ici ». Leur supposée implication dans les attaques qui ont lieu dans la région notamment à Kafolo à davantage exacerber ce contrôle social et ces ressentiments.

2. Réponses communautaires

a. Préserver l'islam local de toute influence extérieure

Culturellement, la religion musulmane telle qu'elle est pratiquée dans le département de Kong est considérée comme atypique et constituerait, du point de vue des leaders religieux locaux, une cible pour les groupes extrémistes : « Ces gens-là, on sait qu'ils veulent venir détruire nos mosquées parce que ça fait notre fierté. Donc ils veulent venir balayer toute cette culture pour nous obliger à pratiquer pour eux ». Ils justifient ce caractère atypique par le fait que les mosquées qui s'y trouvent sont significatives d'une période assez symbolique de l'implantation de la religion dans l'ensemble de la sous-région (la conquête territoriale de Samory Touré), d'une part. c'est essentiellement autour de ces mosquées historiques que se concentrent les cultes. D'autre part, l'exclusivité de la fonction d'imam appartient à une seule famille. De fait, aucun prédicateur extérieur n'est autorisé à

prêcher dans ces mosquées ou à construire une nouvelle mosquée ou une école coranique.

b. Occuper autrement l'espace

En réponse au risque de colonisation des espaces, les leaders communautaires autochtones ont décidé d'un réinvestissement massif dans l'agriculture en facilitant l'accès aux jeunes et aux femmes. Désormais, les jeunes et les femmes ont un accès privilégié aux zones de cultures. Pour les communautés autochtones de cette région, la meilleure réponse à apporter face à une stratégie d'occupation des terres, c'est de soi-même l'occuper : « Plus on va laisser nos champs vides, plus l'ennemi va chercher à l'occuper. Donc la stratégie c'est de rester. On encourage nos jeunes et les femmes à aller faire des champs » « Les vieux ont décidé que désormais un jeune, s'il en est capable, peut avoir le nombre d'hectare qu'il veut pour cultiver. Tout ça pour éviter que des gens mal intentionnés occupent ça parce que la nature a horreur du vide. Si tu n'occupes pas, quelqu'un d'autre le fera ». Plus ce réinvestissement est important, plus les conditions d'accès aux terres pour les communautés non autochtones sont renégociées. En réaction à ce processus de renégociation et au sentiment de victimisation induit par leur supposée implication dans les attaques djihadistes ayant été perpétrées dans le nord de la Côte d'Ivoire, les communautés développent des réponses.

c. Opérer une reconversion économique et travailler à déconstruire les imaginaires

Plus l'insécurité induite par la menace sécuritaire affecte leurs activités et les ressentiments vis-à-vis d'elle sont forts, plus il y a une prise de conscience de la communauté Peulh à poser des actes en vue de les déconstruire. Ainsi les membres de cette communauté mènent-elles des activités

dans la perspective d'une plus grande sédentarisation. Ils opèrent des reconversions économiques de l'activité de pastoralisme à celle de l'immobilier et du commerce, dans leur localité d'installation ou dans les localités environnantes. En outre, met-elle en place des cadres d'interaction en vue de travailler à reconstruire la confiance avec les autres communautés, les aînés sociaux ainsi que les autorités administratives et militaires.

Région de la Bagoué (confère Annexe 3)

Située à l'extrême nord de la Côte d'Ivoire, la localité de Tengréla constitue la principale zone de transit entre la Côte d'Ivoire et le Mali. En plus du Mali, elle partage des frontières terrestres avec le Burkina Faso et la Guinée Conakry. Les mouvements entre ces différents pays se font à partir de dizaines de pistes sur lesquelles il n'y a le plus souvent aucune présence des Forces de Défense et de Sécurité. L'analyse du contexte met en exergue trois facteurs de risque importants qui structurent l'analyse ci-dessous. Il s'agit d'abord des risques en lien avec la pression sociale sur les jeunes au cœur d'une vulnérabilité socioéconomique de ces derniers. Ensuite, de la constitution et la consolidation d'un vivier de jeunes prestataires de violence dans un contexte communautaire où l'inculturation à la violence est socialement acceptée par les aînés sociaux. Et enfin, du repli identitaire induit par un prosélytisme musulman de la communauté malinké à l'endroit des senoufos.

Pour atténuer les effets de ces risques, les communautés ont, à minima, développé quelques réponses.

I. La pression sociale sur les jeunes au cœur d'une vulnérabilité socioéconomique de ces derniers marqué par des logiques d'obligation sociale faite aux jeunes

d'être redevable vis-à-vis de ses géniteurs, une autonomisation précoce et un attrait pour des activités de gain rapide : forte pression sociale sur les jeunes

Les différentes consultations avec les populations de Tengréla ont révélé que le risque de basculement des jeunes de cette localité vers l'extrémisme violent, est la résultante d'une très forte pression sociale faite aux jeunes du fait des normes sociales qui font peser sur les femmes les responsabilités du ménage et l'obligation sociale faite aux jeunes d'être redevable de ses parents. En effet, Bien que la femme à Tengréla soit culturellement reléguée à un rôle de second niveau, elle participe au même titre que l'homme, voire plus, à l'économie locale et est la responsable première de la famille. Convaincue que leurs époux ne peuvent constituer un soutien pour elle en cas de besoin, elles n'hésitent pas à intégrer des groupes de solidarité et d'entraide "appelés tontine" pour, soit se constituer le capital à partir duquel elles vont développer ou accroître leurs activités, soit contracter des dettes pour constituer un capital pour le commerce : « Les femmes cherchent elles-mêmes leurs moyens pour leurs activités. Les hommes se disent que s'ils aident leurs femmes à devenir autonomes, elles ne vont plus les respecter ». Lorsque ces recours s'avèrent inefficaces, les mamans ont recours à leurs fils qui sont un soutien fort dans la recherche de fonds de roulement pour leur autonomisation financière. Face à la condition socioéconomique peu reluisante de leurs génitrices, les jeunes se trouvent confrontés à des cas de conscience qui les oblige à une rupture de ban prématurée pour se tourner vers des activités susceptibles de favoriser des gains rapides telle que l'engagement dans l'orpaillage et l'investissement massif dans les mototaxis : « Ici à Tengréla, vous ne trouverez aucun parent qui est contre le fait que les jeunes sont dans l'orpaillage clandestin. Parce que

tout le monde sait ce qu'il y a dedans. Les parents se renseignent, les parents entreprennent des démarches, les parents font des sacrifices, il y en a qui payent de l'argent pour faire entrer leurs enfants dans les mines ». Cette volonté d'autonomisation précoce vient très souvent avec son corolaire de vulnérabilité sociale qui est l'augmentation ou le développement de la petite criminalité : « ici à Tengréla il ne se passe pas de jour sans qu'il n'y ait un cas de vol de moto signé... » La participation de la jeunesse à la vie sociale de Tengréla comme « bailleurs financiers des mamans » et de la famille est très importante. Partant, un affaiblissement de contrôle social sur les jeunes par les aînés sociaux s'est installé progressivement.

A Tengréla, chaque jeune ne se sent redevable que vis-à-vis de lui-même, ou à défaut, de ses parents ou de ceux qui l'ont aidé à se construire socialement ; ceux qui lui garantissent un revenu à travers l'intégration à une activité. Et cette propension vers l'autonomisation par tous les moyens ou le gain à tous les prix conduit les jeunes vers la non-soumission à l'autorité des aînés sociaux : « Les jeunes que vous voyez ici là au moins 50% c'est sur eux la famille compte pour avoir à manger à la maison, chacun a au moins 10 personnes à sa charge... ». Bien plus que toutes les autres localités visitées par l'équipe de recherche, les aînés sociaux semblent avoir perdu le contrôle sur les jeunes. Pour se dédouaner, certains évoquent le prétexte de la modernité et des dispositions visant à protéger les droits des groupes vulnérables (dû à l'interprétation diversifiée de la question des droits des femmes et des enfants) : « Aujourd'hui nous n'avons plus le droit de frapper nos propres enfants. On ne peut même plus partir au champ avec eux. A peine, tu le fais, on te parle de droit de ceci, droit de cela. Donc pour éviter les histoires, nous aussi on les laisse faire ce qu'eux-mêmes ils ont envie de faire ». Ce manque de contrôle est analysé

autrement par les jeunes. En effet, pour leur part, les jeunes estiment que le délitement de la structure sociale et la fragilisation du contrôle social des cadets sociaux par les aînés sociaux ont été induites par la lutte pour le contrôle de l'activité économique ainsi que la rente dans la localité : « C'est ici que la phrase qui dit que celui qui a l'argent à le pouvoir là, prend tout son sens. Regardez, la dernière élection du président de la CNJCI [Conseil national de la jeunesse de Côte d'Ivoire] qui n'a pas encore pu se tenir. Dans le fond, c'est une histoire de contrôle des ressources mis à la disposition des jeunes par la société minière qui est installée ici. Nos cadres là, chacun veut positionner quelqu'un pour mieux contrôler l'argent. »

2. Constitution et consolidation d'un vivier de jeunes prestataires de la violence dans un contexte communautaire où la violence est devenue une norme sociale établie

Les entretiens et focus groups ont montré une fois de plus que les ressources étant très rares dans la zone, il y a de luttes de contrôle de ces espaces, ainsi ceux qui sont capable de produire le plus et le mieux la violence sont ceux qui contrôle l'espace tant dans l'activité d'orpillage que dans le domaine des moto taxis. Ainsi on assiste à l'émergence des entrepreneurs de violence qui se présentent comme des offreurs d'opportunités et les maitres des espaces d'activités génératrices de gain rapide aux jeunes. En effet, dans un contexte où la violence est perçue comme une ressource d'autopromotion, la culture de la brutalité et la consommation des psychotropes sont les maitres mots des jeunes afin de se positionner et être sans émotions vis-à-vis des autres : « A Tengréla ici quand un jeune même qui ne parle pas lorsqu'il va sur les sites d'orpillage à son retour tu ne vas plus le reconnaître. Il devient bizarre il ne respecte plus personne, il n'a plus peur de rien ; on ne sait même pas c'est quoi on leur donne là-bas ». Dès lors la

violence est socialement admise. Afin de se protéger et se maintenir dans la compétition ou se sentir invincible dans leur entendement, les jeunes ont recours au magico-religieux. Cette croyance étant tellement rependue dans la localité qu'elle a donné naissance à la petite criminalité pour des personnes qui n'ont pas de grands moyens mais qui désire se faire un nom dans la communauté. L'importance de la pratique magico-religieuse s'illustre aujourd'hui lorsque tu te rends sur le marché et souhaites acheter un poulet, le premier réflexe du commerçant est de te demander quelle couleur de poulet tu veux. Ces jeunes qui pratiquent ces activités génératrices de gain rapide et donc la première ressource de l'autopromotion est la production et délivrance de la brutalité extrême pour le contrôle des espaces constituent des viviers de personnes prestataires de violence mobilisables pour la cause des acteurs de l'extrémisme violent. Ainsi, tous restent sensible à l'influence négative venue des pays voisins afin de perfectionner leurs productions de violence.

3. Prosélytisme musulman de la communauté Malinké à l'endroit des Senoufos au cœur d'un repli identitaire

Les entretiens et focus groups ont mis en lumière que la localité de Tengréla a de longues années de conflits communautaires entre les deux communautés autochtones à savoir les Malinkés et les Senoufos qui partagent le même espace de vie mais donc les croyances très opposées sont sources de conflits de cohabitations. En effet, le zèle de la communauté Malinké à faire accepter l'islam aux sénoufos les a conduits parfois vers des pratiques qui ne facilitent pas toujours la cohabitation entre les deux communautés. Pour assoir leur hégémonie sur leurs frères (senoufos) liés par le territoire d'habitation, les malinkés de Tengréla s'appuient sur leur lien culturel avec



les malinkés du Mali et de la Guinée pour développer leur stratégie ethnique de domination politique. La position géographique de Tengréla en fait une zone où les flux et reflux de personnes est très important. Cette proximité culturelle forte avec le Mali et la Guinée Conakry (passant par exemple par la religion, le mariage, la langue, l'activité économique...) est régulièrement utilisé pour assurer une hégémonie économique au Malinké. Cette stratégie d'occupation ethnique de l'espace a intensifié les ressentiments intercommunautaires et les confrontations violentes entre les Malinkés et les Senoufos et en une mise en minorité des sénoufos. Le repli identitaire devient la seule option pour les deux communautés.

4. Les réponses communautaires développées

a. Reconversion économique : abandon de l'agriculture au profit du commerce

Avant la nouvelle menace sécuritaire que connaît la bande frontalière nord de la Côte d'Ivoire, la population du Tengréla notamment les jeunes et les femmes pratiquait majoritairement l'agriculture (le coton, l'arachide, le maraicher...) mais dans l'exercice de leur activité, ils sont amenés à aller dans des espaces propices à l'agriculture cependant dans ces lieux ils sont exposés à des groupes armés et vu l'augmentation de la rumeur d'attaque extrémiste dans la localité, les jeunes et les femmes ont abandonné l'agriculture au profit du commerce. Vu l'éloignement de Tengréla des villes d'approvisionnement ivoiriennes, les jeunes et les femmes ont recours à un réseau de passeurs.

b. Sensibilisation par les proches

En dépit du rôle de second plan que leur attribue l'organisation sociale locale, les femmes estiment qu'elles bénéficient, plus que des hommes, de la confiance de leurs

enfants quand il s'agit d'informations ou de conseils. Ainsi, envisagent-elles de poursuivre ce travail d'alerte et de prévention en sensibilisant régulièrement leurs enfants et leurs époux sur les risques à leurs différentes activités.

Région du Folon (Confère Annexe 4)

Dans la région du Folon, au Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, la menace sécuritaire est différemment par les autochtones et les allochtones. Du point de vue des autochtones, l'inexistence d'intérêts stratégiques pour les groupes extrémistes, qui semblent avoir une préférence pour les zones riches en ressources forestières et minières, met la zone à l'abri de la menace sécuritaire actuelle. Toutefois, pour les allochtones en fonction dans la localité, la subtilité de certaines dynamiques locales qui échappent à la vigilance collective en fait une zone à risque.

I. Affaiblissement du contrôle social des aînés sur les cadets

La tendance à considérer comme jeunes les adultes de 30 à 50 ans fait perdre de vue à la communauté, la vulnérabilité et les risques auxquels peuvent être assujettis les pré-adolescents, les adolescents et jeunes adultes de moins de 30ans. Ces derniers ne sont pas toujours pris en compte dans les décisions communautaires et semblent échapper à la vigilance des aînés sociaux puisque considérés comme des enfants. Fortement sensibles aux influences venues du Mali, ils sont particulièrement réceptifs à certains appels à la sédition et à la défiance contenu dans des productions musicales maliennes particulièrement en vogue dans la région. Ainsi, plus ce sentiment d'infantilisation est fort, plus les jeunes s'engagent dans une quête de valorisation et multiplient les espaces alternatifs de socialisation ainsi que les actes de défiance vis-à-vis de l'autorité, qu'elle soit parentale ou étatique. En faisant ce recours constant à ces espaces alternatifs



de sociabilité comme réponse à la quête de valorisation, les jeunes développent de l'entre-soi. Plus ils développent ce sentiment, plus ils créent ces espaces dont, ni les articulations, ni le contenu, ne sont connus des parents. Ce faible contrôle sur ces jeunes en fait une cible facile à coopter.

2. Renforcement de l'influence d'un islam radical

La proximité géographique et culturelle forte entre les populations de cette partie du pays et leurs voisins du Mali est perçue à la fois comme un atout mais aussi source de vulnérabilité. Bien que se considérant de plein droit des nationaux ivoiriens, les populations autochtones de la zone du Folon ont tendance à subir plus fortement les influences socioculturelles et religieuses qu'ils ont en partage avec les communautés maliennes voisines. Ainsi, elles sollicitent les guides religieux maliens qui sont pour des prédications et l'ouverture de mosquée et d'écoles coraniques dans la zone. Du fait de cette proximité culturelle et géographique avec le Mali, la région du Folon concentre de plus en plus les signes d'un radicalisme religieux. La présence de guides et d'entrepreneurs religieux non nationaux est de plus en plus observée. Leurs enseignements influencent les attitudes au point de développer une forme d'hostilité aux autres cultures et religions. On note un certain rigorisme religieux importé du Mali qui imprègne la vie sociale locale. Par exemple l'interdiction formelle est faite aux femmes de se vêtir de façon légère (par exemple des robes courtes, des collants, des tenues qui dessinent les formes, etc.), originaires ou pas de la région et de se mélanger aux hommes dans les transports en commun. Par ailleurs, la tendance est plus forte à scolariser les enfants dans les écoles coraniques qui font l'objet d'une plus grande considération de la part de la communauté : « A l'entrée du village, vous avez des écoles bien entretenues, avec une peinture toute

neuve. Par contre, l'école moderne, les toits sont partis, les murs délabrés. Les nuits les jeunes du village transforment cela en hôtel ».

De plus, au niveau de la diversité religieuse, la communauté est très peu ouverte à l'implantation d'autres confessions. Il n'existe donc, dans la plupart des localités tels que Kimbirila-Nord et Gouéya, en dehors des mosquées, aucun autre édifice religieux. Quand elles le concèdent, la permission pour bâtir un lieu de culte autre que musulman peut être acquise avec des restrictions, après plusieurs années de négociation : « Il m'a fallu plus de 3 ans pour que les leaders communautaires acceptent de nous autoriser à construire une église ici. Et c'est parce que je suis intervenu. Ici il n'y a qu'une seule religion qui ait le droit d'exister : l'islam »

3. Réponses orientées vers la vigilance et réponses collaboratives autoportées par le bas

Face à la menace actuelle, deux formes de réponses ont été développées par les communautés. Les premières sont des réponses orientées vers la vigilance. D'une part, les jeunes et les femmes participent à l'effort collectif en collectant régulièrement des informations sécuritaires. Les jeunes sont encouragés à se rendre régulièrement dans les localités voisines et sur les marchés pour observer, questionner et ramener de l'information. Quant aux femmes, elles ont l'obligation d'informer systématiquement la chefferie de toute rencontre faite lors de leurs différents déplacements.

D'autre part, en complément au déploiement massif des Forces de Défense et de Sécurité et à la crise de confiance que cela a induit du fait des barrages et rackets, les auxiliaires de sécurité que sont les Dozos érigent des barrages sur les voies de contournement et effectuent des patrouilles nocturnes à Kimbirila Nord et ses environs. Pour



prévenir les risques liés à cette crise de confiance des communautés locales envers les FDS et à un éventuel conflit de compétence entre ces auxiliaires de sécurité et les FDS, des réponses collaboratives ont été développées. A Kimbirila Nord, à l'initiative du sous-préfet, un cadre de collaboration entre FDS, Dozos et communautés a été mis en place. A Tienko, pendant que la communauté villageoise est dans une sorte de dénie du risque d'un enracinement de l'EV dans la localité, la municipalité a mis en place un mécanisme discret de surveillance et de renseignement. Ce dispositif, centralisé au niveau de la mairie, repose sur un réseau d'informateurs anonymes disséminés dans le village : « Nous avons identifié, de façon discrète des personnes dans tout le village. Ceux-ci travaillent dans l'anonymat. Ils doivent surveiller tout ce qui se passe dans la localité, vérifier l'information ou le fait. Et nous informer. ». A Gouéya, les jeunes en collaboration avec les jeunes des localités maliennes situées à la frontière, ont mis en place un cadre d'interaction et de partage régulier d'informations. L'objectif de ce cadre d'échanges est de faire en sorte que leurs localités respectives ne servent pas de refuge ou de base arrière à des groupes extrémistes.

Les dynamiques transversales

L'analyse systémique réalisée par l'équipe de recherche met en évidence certaines dynamiques transversales à l'ensemble des zones d'intervention du projet. Il s'agit d'abord des effets pervers induits par la réponse institutionnelle militarisée face à la menace sécuritaire. Ensuite, des perceptions en lien avec cette menace, de la massification des rumeurs et la psychose que cela induit. Et enfin, de l'effet de contagion des ressentis vis-à-vis de la communauté Peulh.

1. Effets pervers de la réponse institutionnelle militarisée

En réponse à la menace sécuritaire actuelle, les autorités militaires ont déployé un dispositif important composé d'hommes et de matériels militaires. Les effectifs ont été multipliés. Dans l'ensemble des localités à la frontière, des bases militaires ont été construits et équipés. Ce déploiement important a conduit à une multiplication des barrages et autres points de contrôle. Cependant, plus les points de contrôle augmentent, plus le niveau de racket et des arrestations arbitraires augmente. Cela crée le sentiment d'une présence punitive de l'Etat à leur côté et affecte la confiance dans les Forces de Défense et de Sécurité : « Tous ces corps habillés qu'on a envoyé dans la zone, on a le sentiment que c'est contre nous qu'ils sont venus. C'est pour contrôler pièces de moto et prendre l'argent aux gens. Alors que les terroristes sont dans la brousse là-bas. » Or plus la confiance entre FDS et communautés est brisée, moins les communautés ont la volonté de collaborer avec elles et de leur fournir des informations.

2. Les perceptions différenciées de la menace sécuritaire

La recherche a permis de montrer que la menace sécuritaire actuelle est perçue différemment selon les zones, selon les groupes d'acteur (par exemple hommes, jeunes, femmes, leaders religieux) et selon le statut d'autochtone ou de non autochtone. En effet, selon qu'on est plus ou moins proche des zones de commission des attaques, la menace sécuritaire est perçue différemment. Dans la région du Bounkani, elle est assimilée à une violence conjoncturelle sur fond de lutte de contrôle d'espaces économiques à fort potentiel dont les origines remontent à la longue période d'absence de l'Etat dans ces zones du fait des crises sociopolitiques successives. Dans le Tchologo, du point de vue des communautés, la menace sécuritaire est



perçue comme une stratégie de propension d'idéologie religieuse. Dans le Bounkani et le Tchologo, la menace est perçue comme réelle. Tandis que dans la Bagoué et le Folon, dans les imaginaires des communautés, il s'agit d'une menace lointaine voire imaginaire dans la mesure où les communautés estiment qu'il n'existe pas d'intérêts stratégiques majeurs susceptibles d'attirer ces groupes extrémistes dans la zone. Du point de vue des communautés non autochtones, cette perception de la menace fait perdre de vue les risques de radicalisation religieuse des jeunes ainsi que des femmes et d'ancrage durable de la menace dans la zone.

3. La massification des rumeurs et exacerbation de la psychose

Les rumeurs sur des supposées attaques et infiltrations, la rencontre ou l'arrestation de personnes suspectes et la présence de groupes armés affiliés aux djihadistes dans des zones habituellement fréquentées par les populations s'intensifient dans les localités situées le long de la bande frontalière au nord de la Côte d'Ivoire. Cela provoque chez les communautés une psychose plus grande les obligeant à céder de l'espace et à mettre fin à certaines de leurs activités économiques.

4. L'effet de contagion des ressentis autour de la figure Peulh

Les ressentiments autour de la figure Peulh nés et amplifiés dans les régions du Bounkani et du Tchologo depuis leur supposée implication dans les attaques de Kafolo et Tougbo semblent gagner toutes les localités situées le long de la bande frontalière nord. Aujourd'hui, indifféremment des localités, rencontrer un Peulh dans un lieu isolé, seul ou en compagnie d'autres personnes, devient sujet à polémique. Dans la région du Folon, la relation chasseurs traditionnels Dozo et communauté Peulh interpelle. La valorisation et la trop grande confiance dans les chasseurs Dozo constituent, du point de vue des Peulhs, un risque important. A termes, cette

perception des Peulhs vis-à-vis des chasseurs Dozo pourrait affecter le regard que les communautés autochtones ont vis-à-vis d'eux et créer une hostilité à l'installation de nouveaux Peulhs dans les villages.

Conclusion

L'analyse globale des dynamiques observées dans l'ensemble des zones d'intervention du projet Résilience Pour la Paix au cours de l'année I, montre d'une part que la menace sécuritaire est différemment perçue selon qu'on est plus ou moins des zones de commissions des attaques. D'autre part, elle met également en exergue une spécificité de facteurs de risque en fonction des zones. Dans les régions du Bounkani et du Tchologo, il y a une conscience partagée de l'effectivité de la menace. Tandis que pour les zones frontalières plus à l'ouest, cette perception de l'effectivité de la menace est diversement appréciée. Du point de vue des communautés autochtones, ces zones ne concentrent pas d'intérêt stratégiques susceptibles d'attirer ces groupes extrémistes. Pour les communautés non autochtones en revanche, notamment dans la région du Folon, les indices d'une acceptation sociale et d'un ancrage durable de groupes extrémistes dans la zone sont réunis. Il s'agit de facteurs structurels telle que la proximité culturelle et la mobilité transfrontalière du fait des échanges commerciaux. Des facteurs conjoncturels incluent le prosélytisme religieux et l'influence des pratiques et idéologies religieuses extérieures, l'absence de contrôle sur les jeunes et les influences musicales incitant à la défiance contre l'autorité.

Toutefois, il existe un potentiel de résilience communautaire sur lequel le projet peut capitaliser. Des réponses en lien avec la cohabitation communautaire, l'occupation de l'espace, la gestion de la rumeur, la vigilance,





la collaboration entre parties concernées, la reconversion économique notamment en ce qui concerne les femmes, visent toutes à

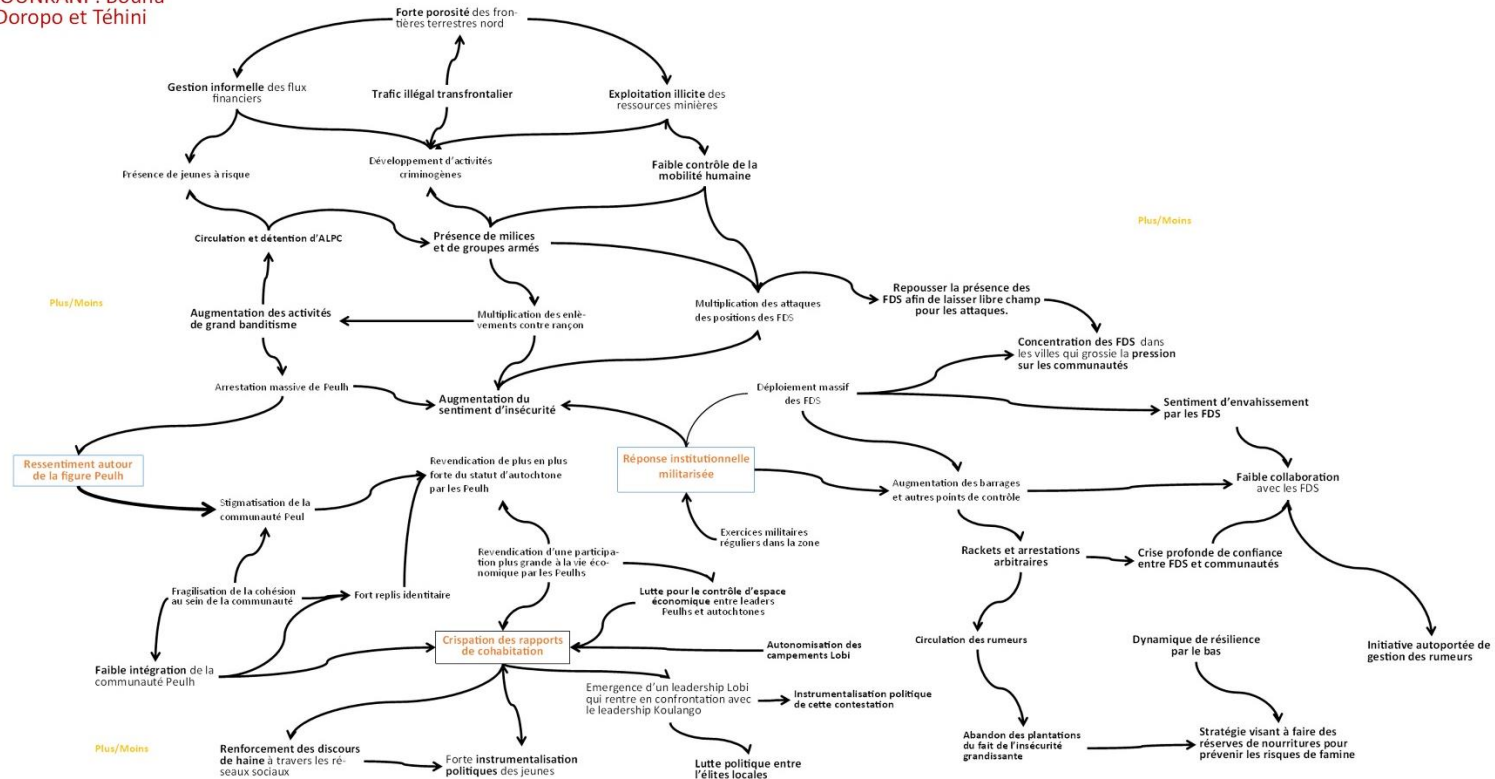
réduire le niveau d'exposition des communautés au risque.



Annexes

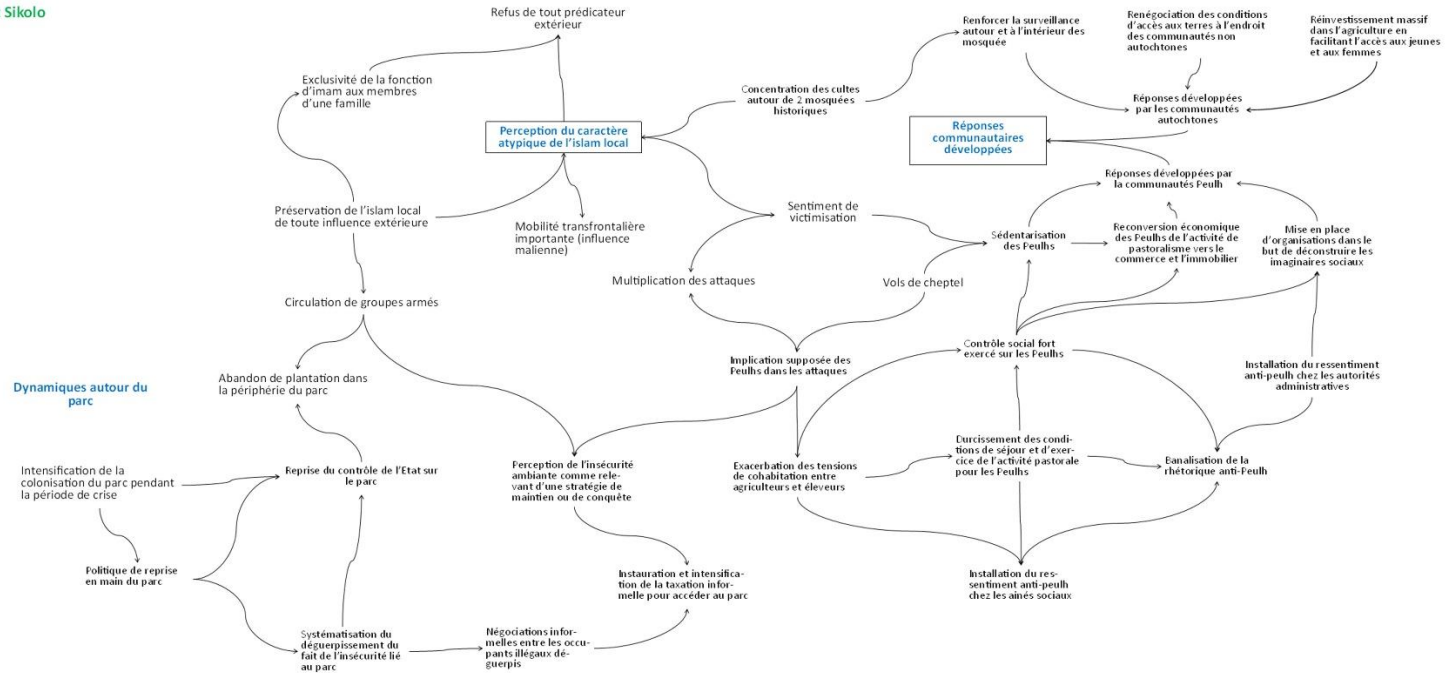
Annex 1

BOUNKANI : Bouna -Doropo et Téhini



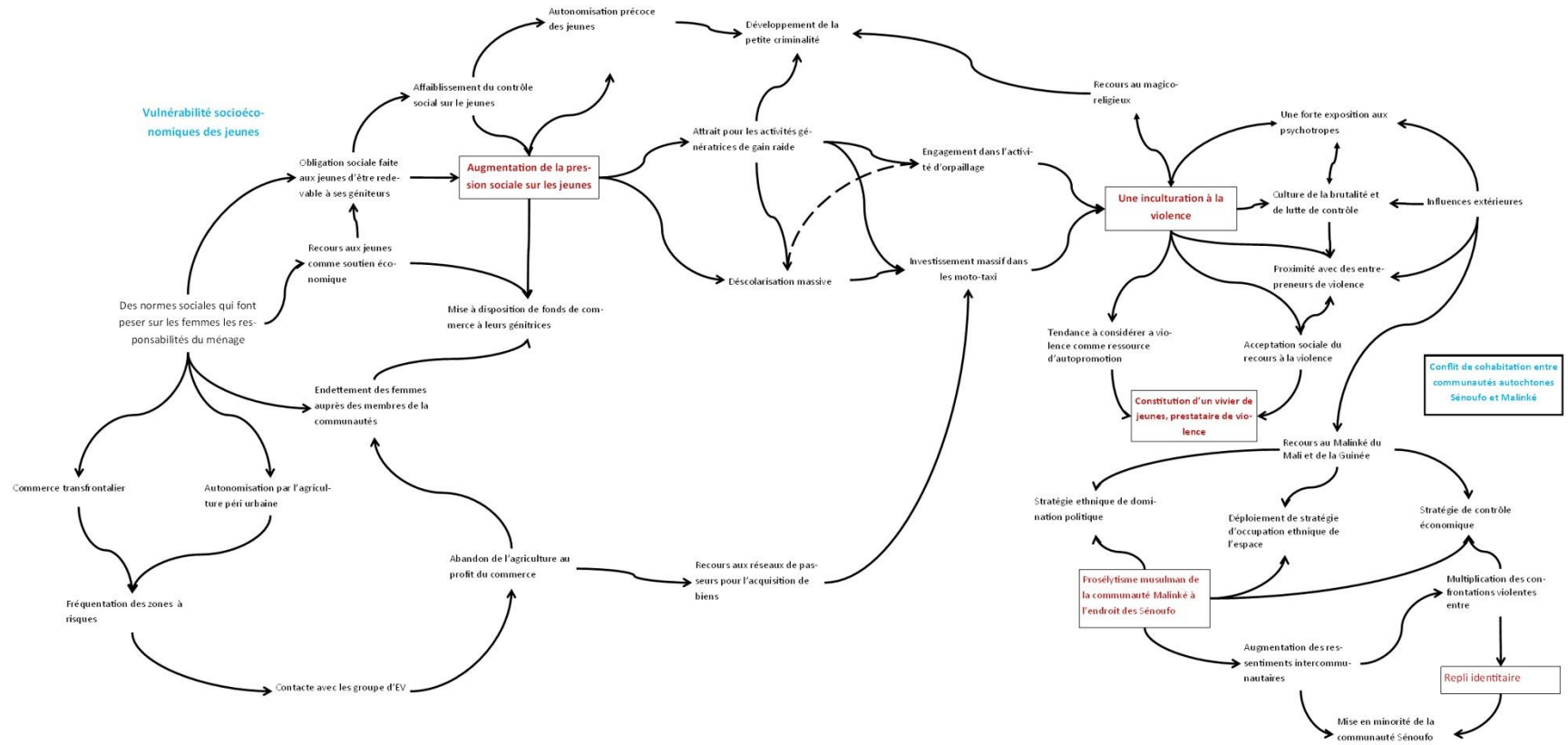
Annex 2

TCHOLOGO : Kong et Sikolo



Annex 3

Bagoué : Tengréla



Annex 4

FOLON : Kimbirila-Nord,
Tienko et Gouéya

